



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 113
8 Septembre 1962

0,40 NF

● L'exemple
anglais



(Keystone.)

Les fascistes anglais ont compris qu'ils ne pouvaient se manifester impunément. Ils ont été violemment pris à parti par la foule au cours de leurs réunions (voir page 4).

● Algérie :
le peuple
contre la
guerre civile

(Page 3)

● Que s'est-il
passé au
mois d'août?

(Pages 4-5)

● Les paysans
devant la loi
Pisani

(Page 6)

● Les vicissi-
tudes de la
paix de l'Est
à l'Ouest

(Page 7)

DEUX SUCCÈS P. S. U. DANS LES COTES-DU-NORD

La radio et la grande presse d'information ont déjà fait écho à l'élection municipale de Saint-Brieuc. On lui attribue assez généralement un caractère exemplaire. Certains mêmes y ont vu un avertissement pour le régime gaulliste. Pour les militants du P.S.U. qui ont lutté sur place, et pour notre camarade Antoine Mazier élu maire de Saint-Brieuc, c'est en tout cas une grande victoire. Elle mérite que l'on étudie ses causes, et que l'on analyse sa signification.

La coalition victorieuse est composée du P.S.U., du Parti communiste, d'une formation locale de chrétiens de gauche, appelée Action travailliste, et de quelques non-inscrits de gauche. Cette alliance n'a rien d'accidentel. Elle a été cimentée par la lutte contre la guerre d'Algérie et contre le régime gaulliste. Aux élections municipales de mars 1959, l'alliance des « travaillistes » avec l'Entente socialiste (P.S.A., U.G.S., divers gauches), et les communistes eut un profond retentissement.

Rapidement, un véritable enthousiasme gagna les milieux populaires entre les deux tours. Prise de panique, la droite (M.R.P., Indépendants, U.N.R.) multiplia les démarches auprès de l'évêque de Saint-Brieuc, suprême recours. Le matin des élections, un mandatement lu dans toutes les églises mettait les fidèles en garde contre l'alliance avec le parti communiste. C'était les inviter pratiquement à voter pour la liste de droite. Cette dernière l'emporta d'extrême justesse avec 18 élus contre 13. La liste de gauche déposa naturellement une plainte. Mais c'est seulement le 16 juillet dernier que le Conseil d'Etat, contredisant la révision du Tribunal administratif de Rennes, annula le scrutin pour pression sur les électeurs et propagande effectuée après la clôture de la campagne électorale.

La section du P.S.U. se lança immédiatement dans une lutte difficile. Le scrutin, fixé au 19 et 26 août, en pleine période de vacances, laissait craindre de nombreuses abstentions, et même l'absence de militants partis en congé. Notre parti proposa à ses colistiers de 1959 de faire une liste unique dès le premier tour. Cette proposition fut étendue à la S.F.I.O. (qui avait joué en 1959 un rôle très équivoque). Le parti communiste répondait au bout de quelques jours qu'il se présentait seul au premier tour. Travaillistes et S.F.I.O. acceptaient par contre de constituer une liste avec le P.S.U. Mais les exigences de la S.F.I.O., qui réclamait un nombre de candidats deux fois supérieur à ce que la moyenne du 1^{er} tour en 1959 lui attribuait, firent échouer les négociations, malgré les larges concessions qui lui étaient faites.

Voici d'ailleurs les résultats :

	19 août 1962	8 mars 1959
Parti communiste	2.853	3.369
P. S. U.	4.798	3.654
Action travailliste		1.697
M. R. P.		4.084
Indépendants U. N. R.	7.542	4.180

Il faut relever qu'il y eût cette fois un plus grand nombre d'abstentions : 35 % des électeurs inscrits, environ 3.000 suffrages exprimés de moins qu'en 1959.

Entre les deux tours, un travail considérable fut effectué pour les abstentionnistes répérés sur les registres électoraux. Les militants du P.S.U. prirent de loin la plus grande part de ce travail. Le succès (inattendu pour beaucoup) vint couronner leurs efforts, quoique 18 élus de gauche passèrent, et seulement 1 de droite.

En dehors de l'anticommunisme et des attaques personnelles, la campagne de la municipalité sortante (ou sortie) avait essentiellement consisté à se glorifier des grands travaux actuellement entrepris à Saint-Brieuc, dont la plupart avaient été décidés bien avant 1959. Mais la publicité à l'américaine des usurpateurs ne put prévaloir contre le sens de la justice dont fit preuve l'électorat briochin, qui a ainsi confirmé lui-même la décision du conseil d'Etat (8.400 voix contre 7.900 au second tour).

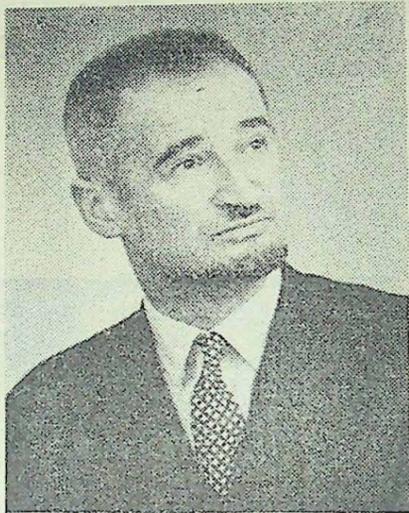
La nouvelle municipalité, dont notre camarade Mazier a été élu maire aux acclamations d'une foule impressionnante, comprend donc 5 élus du P.S.U., 3 divers gauche, 5 communistes et 5 travaillistes, et une minorité de 13 élus de droite.

Deux faits sont à noter :

D'abord d'un tour à l'autre, les abstentions ont diminué de : 31 % le 26 août au lieu de 35 % le 19. Or c'est

la gauche qui a le plus profité de cette participation plus élevée : sa liste obtint 759 voix de plus que le total obtenu séparément au premier tour par le P.S.U. et par le P.C. La droite ne progresse que de 350 voix.

Ces derniers vont guetter les dissensions internes de ce qu'on a déjà baptisé un « front populaire ». Disons pour terminer que le P.S.U. espère bien maintenir l'unité de ce front dont il est la charnière, et que le terme de « front socialiste » lui conviendrait sans doute mieux encore. Si cette alliance municipale devait se développer vers des horizons politiques plus larges, c'est en effet la conception d'une démocratie socialiste moderne, telle que notre parti s'efforce de la définir, qui pourrait le mieux unir ses divers éléments.



M. Antoine Mazier, nouveau maire de Saint-Brieuc.

Mais le dimanche 19 août d'abord avait eu lieu une élection au Conseil général dans le canton de Begard. Le siège était auparavant détenu par un M.R.P. dont le décès avait entraîné cette élection partielle.

Notre camarade Clech, maire de Begard, a été élu au premier tour avec 2.084 voix, contre 1.058 au candidat du M.R.P. et 551 au candidat du P.C.

Le succès de notre camarade, remporté dans ces conditions, est dû uniquement à la progression du P.S.U. Il faut rappeler en effet qu'en 1958, le candidat M.R.P. avait été lui-même élu au premier tour avec 2.039 voix ; Clech, alors inscrit à la S.F.I.O., avait obtenu 1.338 voix, et le candidat du P.C., 356. C'est donc un renversement

complet de la situation en faveur du P.S.U.

LA VEILLE DE L'ATTENTAT CONTRE DE GAULLE SOUSTELLE ÉTAIT A PARIS

Il se confirme de tous côtés que Soustelle se trouvait à Paris le 21 août dernier, veille de l'attentat du Petit-Clamart. On ne s'étonnera qu'à moitié de la discrétion de la « grande presse » sur cette affaire. On ne s'étonnera pas du tout de la mollesse des réactions des milieux responsables. Cela prouve une fois encore, si besoin était, la complicité des sphères gouvernementales avec les fascistes et à quel point le pouvoir est gangrené. Que les chefs des tueurs et des plastiqueurs puissent ainsi aller, venir et comploter tranquillement par-dessus les frontières, en se jouant avec une facilité déconcertante de toutes les surveillances, montre aux Français qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour conserver ce qu'il leur reste de libertés.

Tribune Socialiste

Comme chaque année, Tribune Socialiste, après l'interruption du mois d'août, reparait en septembre.

Comme chaque année, la période des vacances se traduit par une baisse sensible de la diffusion et par une baisse des rentrées financières.

Pour que Tribune Socialiste puisse paraître sur douze pages dès le 1^{er} octobre, pour que notre hebdomadaire puisse poursuivre son développement, il faut que, très rapidement :

— nous retrouvions dès la première quinzaine d'octobre le niveau de diffusion du 1^{er} juin ;

— nous réglions toutes les factures encore impayées ;

— nous démarrions, dans chaque fédération, une nouvelle campagne d'abonnements.

Dès le numéro 117 (premier numéro d'octobre) de nouvelles améliorations sont prévues dans la formule de Tribune Socialiste. Les vacances sont terminées, une nouvelle étape commence, à nous d'en faire un succès.

T. S.

LA RÉPUBLIQUE EN VACANCES

LES attentats fascistes n'ont pas été suspendus par les vacances. L'attentat de Clamart marque le point culminant de cette vague, à partir duquel les méthodes fascistes semblent s'être modifiées.

Le caractère général de ces attentats est leur dispersion sur tout le territoire, qui rend difficile l'établissement d'une carte géographique par zones de plus ou moins grande criminalité.

Ce qu'il est possible d'établir tout de suite, c'est la structure des forces de l'adversaire, telle que l'estiment les services de police dont l'activité a été retracée par l'intervention du préfet de police, devant le Conseil général, le 6 juillet.

L'organisation de l'ancienne O.A.S., à laquelle s'est substitué le 13 mars le C.N.R., comprenait trois organisations distinctes : l'O.R.O. (organisations, renseignements, opérations), l'O.M. (organisation des masses), l'A.P.P. (action psychologique et propagande).

C'est l'échec de l'action de ces trois organisations qui a dispersé les réseaux qui les animaient. Ces réseaux furent confondus dans deux nouveaux organismes : Mission France II et Mission France III, dès le départ opposés l'un à l'autre, et aujourd'hui l'un et l'autre en voie de démantèlement.

Il ne resterait à présent, de l'O.A.S., que les commandos Delta dirigés par ce qui reste de l'O.R.O.

Les efforts du C.N.R. ne visent, de l'étranger, qu'à rassembler autour d'une délégation métropolitaine (chefs : Argoud et Sergent) toutes les formations éparses.

Tel est le bilan dressé le 6 juillet par les services de police.

Comment s'est manifestée, depuis cette date, l'activité de l'organisation en voie de désintégration ?

A Paris, aucun attentat important n'est relevé entre les 7 et 15 août.

En province, au contraire, les exactions n'ont cessé de se multiplier depuis le 21 juillet. La presse appelle ainsi, le 22 juillet, Marseille : « ville des gangsters ». La municipalité fait, tout de suite, démentir pour rassurer les masses en vacances. On enregistre, en effet, 7 hold-up dans la région de Marseille, le 27-7-62. Puis 4 hold-up à Paris, le 20 août, qui succèdent aux 2 hold-up d'Agén et de Vichy, contribuant à donner l'impression que l'O.A.S.-C.N.R. pille les banques en vue d'une action d'envergure. Après enquête, ces hold-up paraissent ressortir de la criminalité saisonnière.

Par contre, les vols d'armes de la caserne de C.R.S. de Lagny-Pomponne, le 17 août, puis à Saint-Erme, le 21 août, sont reconnus par l'O.A.S.-C.N.R.

A l'étranger — sans qu'une liaison ait été clairement établie avec ces attentats — un congrès néo-nazi se tenait à Londres les 15 et 16 août.

Et puis brusquement, le 24 août, de Gaulle échappe à un attentat au Petit-Clamart.

(A suivre.)

Bernard Cornille.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —
LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LE PROCÈS DE L'ATTENTAT DE PONT-SUR-SEINE

BRAVES garçons, « perdus » (mais retrouvés par qui ?), avocats patriotes, jury épâté, jurés stupéfaits, président en colère, général agacé, code de procédure pénale sérieusement modifié, gauche médusée (le délai de garde à vue porté à quinze jours : seulement pour les méchants fascistes ?) : voilà la trame et les à-côtés du feuilleton romantico-policier, du procès des auteurs de l'attentat de Pont-sur-Seine. Où sont les méchants annoncés à l'extérieur ? Dans le box des accusés voici des enfants de cœur, probes, purs, simples aussi, puisqu'ils se laisseront embobiner par Simon le Noir — autre belle âme, voyez rayon crise de conscience — téléguidé par le pouvoir-plus-noir-encore.

Un styliste

Somme toute et à sa façon, Roland Barthe dans « Mythologies » ne prétendait rien d'autre. Démolir l'idée fautive qu'on construit de certains actes, certains êtres : il détaillait dans ses billets le mythe de la lessive purificatrice, du bifteck saignant, Villemandy voulait, lui, démontrer que de Gaulle est mortel, humain, que son mythe ne correspond pas à sa réalité. Ce rationaliste n'était pas styliste. Pas la moindre trace de talent littéraire, et lorsque Simon lui propose 40 kilos de plastic pour étayer sa thèse, Villemandy va matérialiser ses projets près de Pont-sur-Seine.

Sans doute l'avocat général, à Troyes, n'a-t-il pas montré d'enthousiasme pour cette démonstration. Il l'a dit. Mais quoi : mauvaise foi, sans plus. La preuve de ce qui est ici avancé n'est-elle pas précisément dans l'échec du complot ? Si Villemandy avait osé, il aurait crié ce qu'il avait sur le cœur, « si on avait voulu, on vous l'aurait tué dix fois, mais on voulait pas, gardez-le, votre de Gaulle. »

Assassins bonhommes

La bonhomie de ces aventuriers au petit pied qui livrent, aussitôt arrêtés, les noms de leurs complices, ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel : cette plétaille néo-nazie derrière la fable « boy-scout » était prête à tout. Elle imaginait parfaitement l'assassinat comme un recours possible.

L'audition de MM. Le Pen, Arrighi, Thomazo exprime la liaison avec la représentation parlementaire fasciste. C'est si l'on veut l'aboutissement politique du procès. (Et celles de Foccard, Sanguinetti, c'est la poudre aux yeux, pour brouiller l'opinion.) Maintenant, si l'on veut être sérieux, il faut bien dire que le plus qualifié par nature pour lutter contre les menaces fascistes n'est pas de Gaulle. Il lui est lié congénitalement ce qui ne signifie pas qu'il soit lui-même fasciste. Mais cela signifie que la liquidation réelle de ces menaces ne viendra que des masses. Le moindre paradoxe ne réside-t-il pas ici : les deux attentats manqués contre lui fortifient de Gaulle. D'une certaine manière, l'existence de l'O.A.S. sert sa politique. Jusqu'à où ? Jusqu'à quand ? La réponse nous appartient aussi.

Marcel Cachan.

REVISION CONSTITUTIONNELLE : ET APRES ?

par Robert Verdier



REVISION constitutionnelle par un vote du Parlement ou par un nouveau référendum ? Elections législatives et référendum simultanés ou élections après référendum sur la lancée d'un succès publicitaire ? A l'automne ou seulement au printemps ?

Telles sont les questions que l'on se pose aujourd'hui dans les alentours du pouvoir depuis qu'à l'issue d'un conseil des ministres le secrétaire d'Etat à l'Information a déclaré : « Le général de Gaulle a souligné la nécessité pour la République d'assurer, quoi qu'il arrive, la continuité de l'Etat et le maintien des institutions républicaines. Il a confirmé son intention de prendre les initiatives nécessaires dans ce domaine et à cette fin. »

Peu nous importent, pour l'instant, les réponses qui seront données à ces questions. Attendons sans impatience et nous verrons bien. Ce qui compte pour nous, c'est de constater ceci :

Quatre ans après son installation, plusieurs mois après que la guerre d'Algérie est enfin terminée, le régime gaulliste se sent menacé et son chef lui-même a conscience de sa fragilité. Bien entendu, comme toujours, dans cet étrange système, il faut faire la part à l'habileté avec laquelle son chef saisit toutes les « circonstances exceptionnelles » comme une occasion de lancer des opérations plébiscitaires et d'utiliser les difficultés pour consolider son pouvoir et son prestige personnels. On a même vu, en 1958, à quel point il s'entendait à faire naître lui-même ces circonstances exceptionnelles et l'état d'alarme dont il a besoin pour être l'« homme de la situation ».

L'attentat du Petit-Clamart nous permet de voir une fois de plus comment fonctionne le mécanisme des relances gaullistes. Tout ce qui a été dit ou écrit au lendemain de l'événement nous indique bien le thème

de propagande que l'on va développer avec insistance : « Vous voyez bien que les risques de désordres, de violences, de guerre civile n'ont pas disparu. Que serait-ce si de Gaulle n'était pas là ? Lui seul nous préserve du pire. Il est notre rempart contre la subversion (terme à l'adresse du citoyen-qui-ne-fait-pas-de-politique) et contre le fascisme (langage destiné à séduire une partie de la gauche). Quel électeur serait assez aveugle, assez fou ou assez sectaire pour ne pas lui apporter son adhésion et refuser de consolider son pouvoir ? » Ainsi le danger intérieur prend-il la relève de la guerre d'Algérie pour justifier le gaullisme et assurer sa survie.

Nous ne tomberons naturellement pas dans ce piège, qui est d'ailleurs d'un modèle bien connu.

Non certes que nous soyons portés à sous-estimer la réalité du danger. Il y a vraiment une menace fasciste. C'est un fait que la fin de la guerre d'Algérie n'a pas entraîné automatiquement la fin de l'O.A.S. On a constaté au cours de Pété, avant même l'attentat du Petit-Clamart, une reprise de son activité. Il serait puéril et néfaste de croire que le danger est plus ou moins forgé de toutes pièces ou artificiellement exagéré par le pouvoir, parce qu'il le sert.

Mais ce que nous nous refusons à admettre, c'est que de Gaulle et son régime constituent la meilleure protection, la seule possible : bien au contraire, ils portent le danger fasciste en eux, ils l'entretiennent, ils le nourrissent, non point sans doute par dessein délibéré, mais par un effet naturel et nécessaire de ce que l'immense majorité de l'opinion pense de leur situation présente.

Tout le monde aujourd'hui perçoit le caractère exceptionnel et éphémère du régime gaulliste. Celui-ci n'est parvenu ni à créer une légalité démocratique nouvelle, ni, comme d'autres systèmes autoritaires, à prendre appui sur un parti unique solidement implanté dans le pays. Aussi avons-nous pu lire dans les journaux les plus conformistes des phrases comme celle-ci : « L'affaire du Petit-Clamart a brutalement révélé au chef de l'Etat que l'équilibre français reposait sur lui seul ; il est donc conscient de la fragilité des institutions

dont il est l'auteur. » Quel avenir d'échec, si l'on songe à tous les espoirs de stabilité que l'on a fait concevoir aux Français en 1958 ! Mais le fait est là ; de Gaulle a ramené la France à la situation de l'empire romain pour qui la mort de l'empereur pouvait chaque fois un problème de succession, généralement résolu par une guerre civile. Comment, dans ces conditions, ne se trouverait-il pas dans notre pays des hommes et des organisations ne songeant qu'à se préparer à saisir par tous les moyens les chances offertes par le « vide politique » dont on parle si souvent en évoquant la disparition de de Gaulle ? Certains — on vient encore de le constater — cherchent même à hâter l'échéance par le recours à l'assassinat.

Voilà comment le régime porte nécessairement en lui une menace permanente de guerre civile dont il sait tirer le meilleur parti pour son maintien et sa consolidation.

Nous serons inexorablement pris dans cet engrenage aussi longtemps que la majorité de l'opinion sera dupe de la propagande qui nous présente de Gaulle comme la seule protection contre le danger fasciste, aussi longtemps surtout qu'une partie de la gauche persistera à ne pas voir que la lutte contre l'O.A.S. (ou toute autre organisation qui pourrait prendre sa relève) implique la lutte contre le régime lui-même. Et cela revient à dire que nous n'échapperons pas au mécanisme tant que les forces antifascistes n'auront pas su faire leur union sur un programme qui les fasse apparaître comme une coalition apte non seulement à tenir en échec un putsch, mais aussi à assumer les responsabilités et à affronter les périls de la succession.

Nouveau plébiscite, élections législatives, révision constitutionnelle, toutes ces procédures pourront peut-être redonner force provisoirement au gaullisme. Elles ne résoudront rien. Elles ne feront pas disparaître la menace fasciste. Pour nous, du moins, elles doivent être l'occasion de poser devant les masses populaires les problèmes de la lutte contre le régime dans des conditions plus favorables et avec plus de clarté qu'on ne pouvait le faire tant que durait la guerre d'Algérie.

R. V.

ALGERIE : la lassitude du peuple empêchera-t-elle la guerre civile ?

NOS lecteurs comprendront que nous ne tentons pas aujourd'hui de résumer les péripéties de la crise algérienne pendant le mois d'août, ni même de faire le point de la situation présente. Celle-ci est trop inextricable et trop mouvante pour qu'une telle tentative ne soit pas complètement vaine : chaque jour modifie les données et ce que nous pourrions écrire aujourd'hui, si nous prétendions suivre de près les événements, risquerait de ne plus de sens dans quelques jours.

Il n'est pas impossible cependant de dégager quelques traits essentiels. Une remarque s'impose tout d'abord. Quelles que soient les responsabilités des dirigeants nationalistes algériens — et nous ne songeons pas à les atténuer — nous ne devons pas oublier celles de la France. La guerre, prolongée pendant sept ans, a eu pour effet de faire disparaître un grand nombre d'hommes qui auraient constitué les cadres d'une Algérie indépendante ; ou encore elle a contraint les dirigeants de la rébellion à vivre plus ou moins séparés les uns des autres et coupés de leur pays. Ceux qui en France avaient charge de régler l'affaire algérienne ont, jusqu'au dernier moment, cru qu'il était de haute politique d'exploiter les divisions entre les hommes et les groupes du F.L.N. ou du G.P.R.A. Enfin les atermoiements

gaullistes et de nombreuses complicités de l'administration française ont permis dans les derniers mois que l'O.A.S. exerce les ravages que l'on sait. Dans le domaine de la responsabilité politique, notre « dégageant » est une impossibilité.

Cela dit, quelles sont aujourd'hui nos principales raisons d'inquiétude sur l'avenir algérien ?

Qu'une fois la lutte armée terminée et l'indépendance conquise des divisions aient éclaté, que l'unité si nécessaire pendant la guerre n'ait pas été maintenue dans les premiers temps de la paix, c'est sans doute fort regrettable, mais ce n'est pas pour nous surprendre. Nous savons bien qu'une lutte d'émancipation chez un peuple colonisé crée une cohésion qui repose uniquement sur l'hostilité au colonisateur et qui étouffe provisoirement les divergences politiques et les conflits de classe.

Nous ne sommes donc ni surpris, ni déconcertés, ni trop inquiets que ceux-ci aient brusquement éclaté dès le lendemain de l'indépendance. Mais précisément ce qui est grave à nos yeux s'est que, pour nous, comme manifestement pour la masse du peuple algérien, il est impossible de trouver aux querelles entre les différents clans des explications politiques claires.

La guerre des communiqués, des

proclamations et des conférences de presse ne permet à personne de cerner les raisons des désaccords.

Chacun déclare accepter les accords d'Evian.

Chacun dénonce les risques de « néo-colonialisme », sans d'ailleurs bien préciser de quoi il s'agit.

Chacun, même les chefs de wilayas, affirme accepter la reconversion de l'armée.

Chacun parle de la nécessité de la réforme agraire.

Et aussi, les uns et les autres s'accusent d'avoir recours aux méthodes dictatoriales et de vouloir monopoliser le pouvoir.

L'autre raison d'inquiétude est qu'on n'aperçoit aucune force qui semble présentement en état de s'imposer aux autres après une crise plus ou moins longue et plus ou moins violente. Ni un homme d'une popularité à peu près incontestée comme celle de Bourguiba en Tunisie, ni un groupe politique cohérent. Ni même l'armée car, et c'est le plus grave, il n'y a pas une armée, mais des armées.

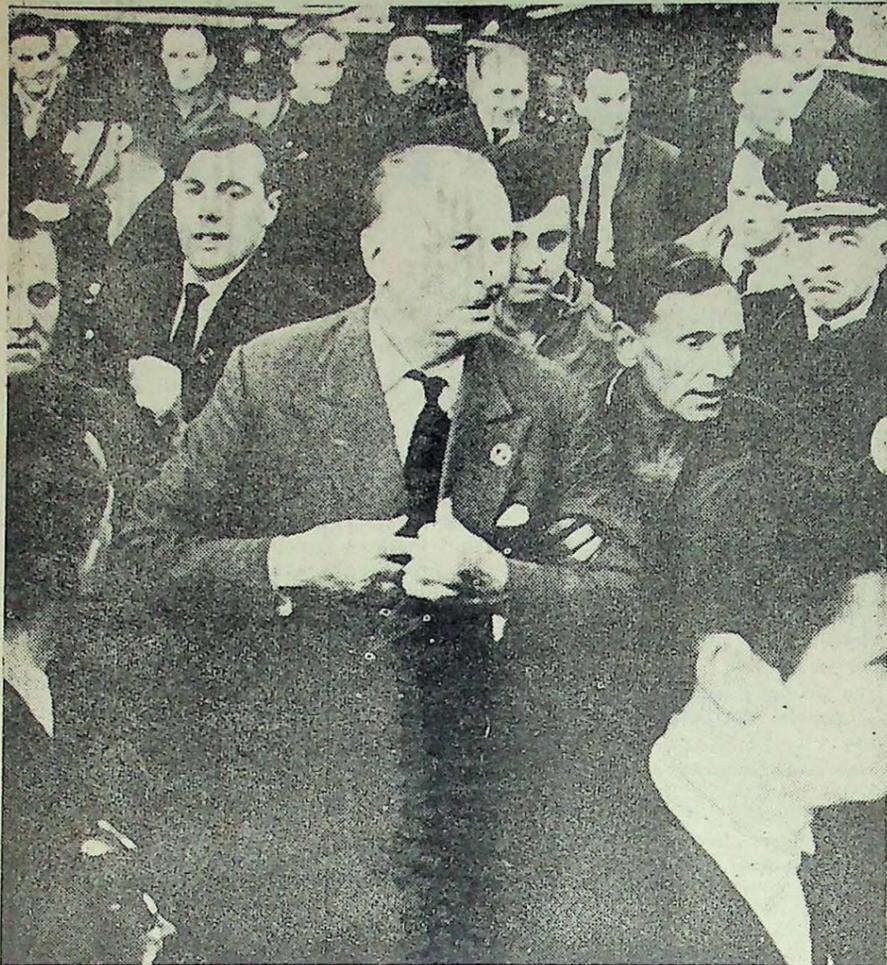
On ne voit pas davantage quelle procédure de compromis ou d'arbitrage pourrait être envisagée. Recours au C.N.R.A. réclamé tantôt par les uns, tantôt par les autres, refusé par ceux-ci, puls par ceux-là ? Il est très probable que cet organisme n'a

plus autorité ni valeur représentative. Recours aux élections le plus tôt possible ? Sans doute. Mais justement, avec le système des listes uniques, une bataille s'engage à propos de la constitution de ces listes, chacun redoutant que les autres ne s'assurent la prépondérance au sein de la future assemblée.

C'est dire que, dans les conditions actuelles, il est bien difficile de prévoir une issue. Le seul élément d'optimisme est sans doute qu'il y a peu de risque de voir l'ensemble de la population, lasse des sept années qu'elle vient de vivre, se jeter dans une guerre civile et s'engager à fond derrière tel ou tel groupe. Il y a un profond désir de paix et de stabilité pour affronter enfin les problèmes réels de l'Algérie indépendante. Beaucoup ont conscience des graves effets d'un prolongement de la crise, que soulignait l'U.G.T.A. dans une déclaration du 29 août :

« A la fin du deuxième mois de l'indépendance, la situation politique continue à stagner dans l'impuissance, la confusion et le désordre. La crise que nous traversons est mortelle pour le pays. L'activité économique est nulle, notre crédit à l'étranger gravement compromis. Le capital de prestige amassé ces sept années de guerre s'effrite chaque jour un peu plus. »

Pierre Luquet.



(Keystone)

7 août :

DES fascistes anglais étaient réunis en pleine campagne. Des paysans du voisinage les ont durement corrigés. Ça et là, en Grande-Bretagne, d'autres réunions du parti fasciste, organisées par son chef Sir Oswald Mosley (ci-contre après une réunion mouvementée !) ont été dispersées par les réactions violentes de la foule. Face aux malfaiteurs O.A.S., les travailleurs français pourraient retenir cet exemple.

12 août :

COURSE des deux Vostoks autour de la Terre. La modestie silencieuse des savants russes évoque plus la maîtrise que le désir de surprendre. La preuve en est le peu d'importance accordé par les Parisiens, après le succès du « rendez-vous de l'espace », à l'échec de Vénusik. Celui-ci fut salué par les Américains avec un si grand bruit que l'on a pu se demander, un instant, s'il ne s'agissait pas d'une victoire.

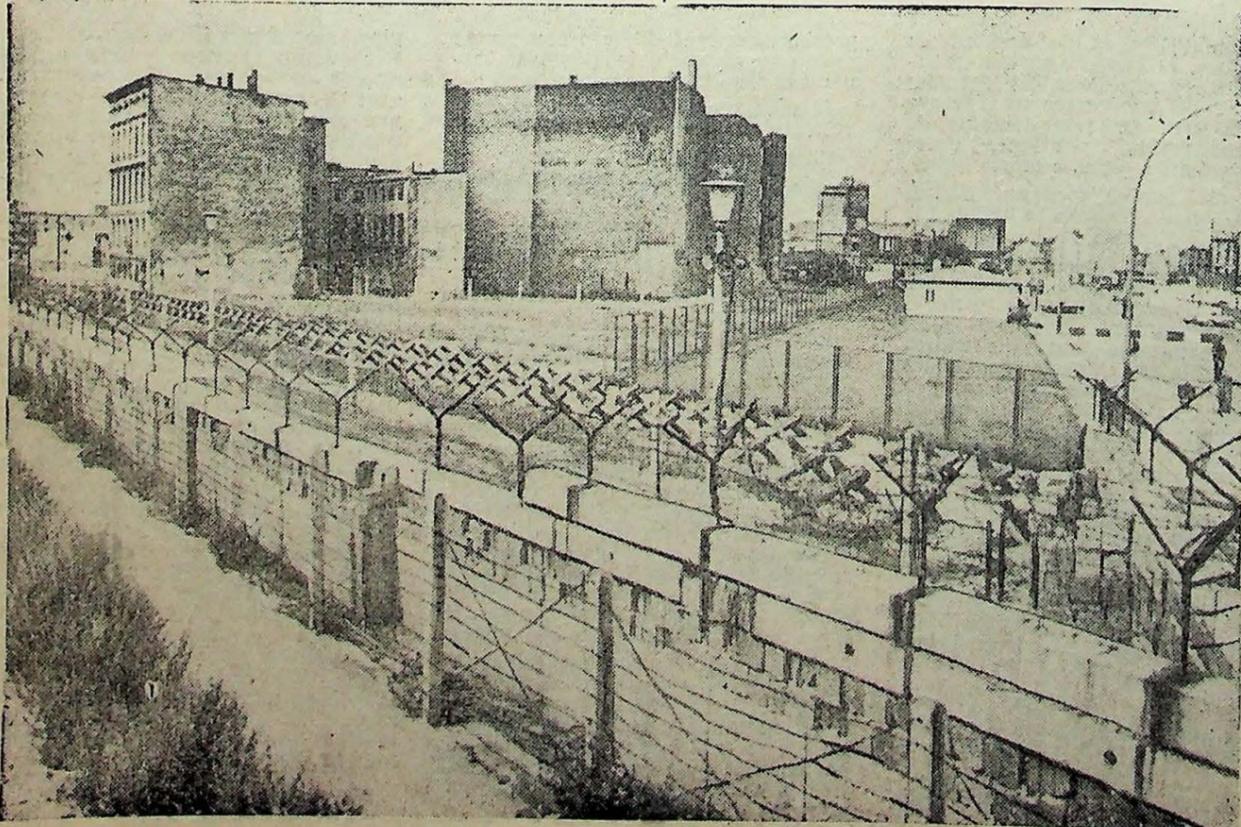
QUE S'EST-IL PASSE au mois d'août ?

19-20 août :

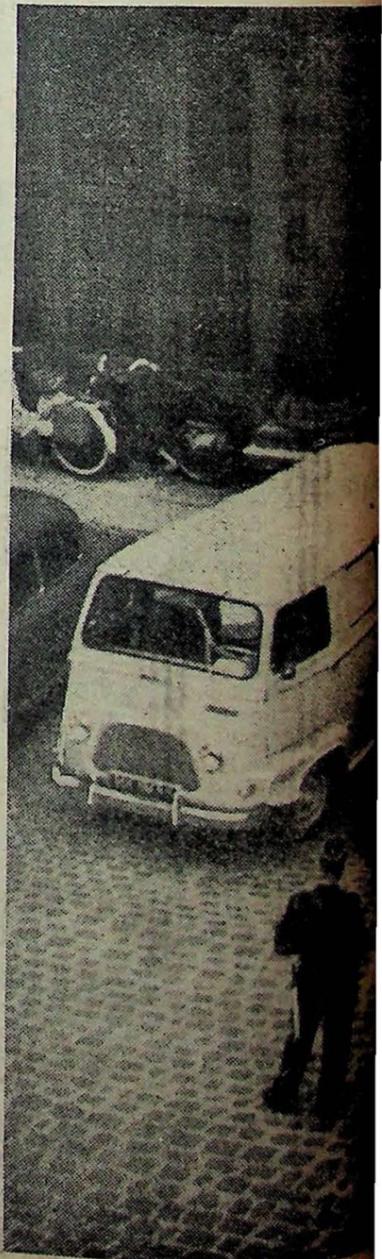
LE durcissement des autorités communistes à la ligne de démarcation de Berlin s'affirme. Un jeune Allemand, Peter Fechter, qui tentait de passer à l'Ouest, est grièvement blessé au pied du « mur » : il agonisera pendant plusieurs heures. Flambée de colère à Berlin-Ouest : des cars soviétiques de passage, en secteur ouest, sont lapidés. Les manifestants s'en prennent aussi aux soldats américains qui n'ont pas tenté de sauver le fugitif.

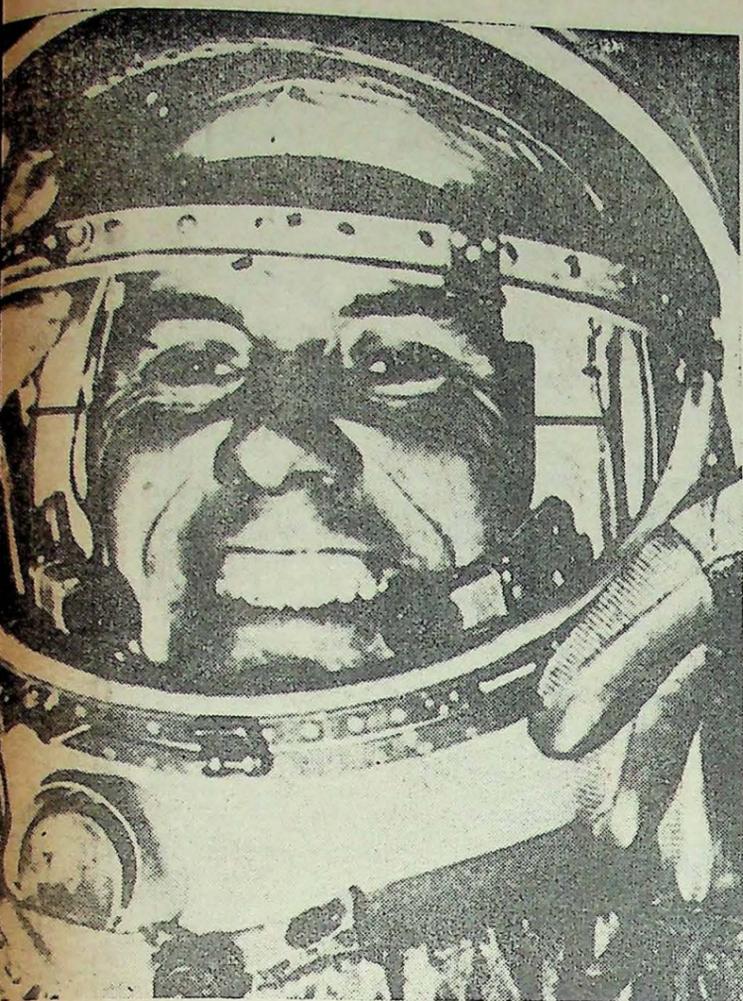
A l'intention de ceux qui, en vacances sur des terres lointaines, n'ont pu suivre l'actualité, nous rappelons ici quelques-uns des principaux événements du mois d'août.

(A.D.P.)



(A.D.P.)





(A.D.P.)

ASSÉ

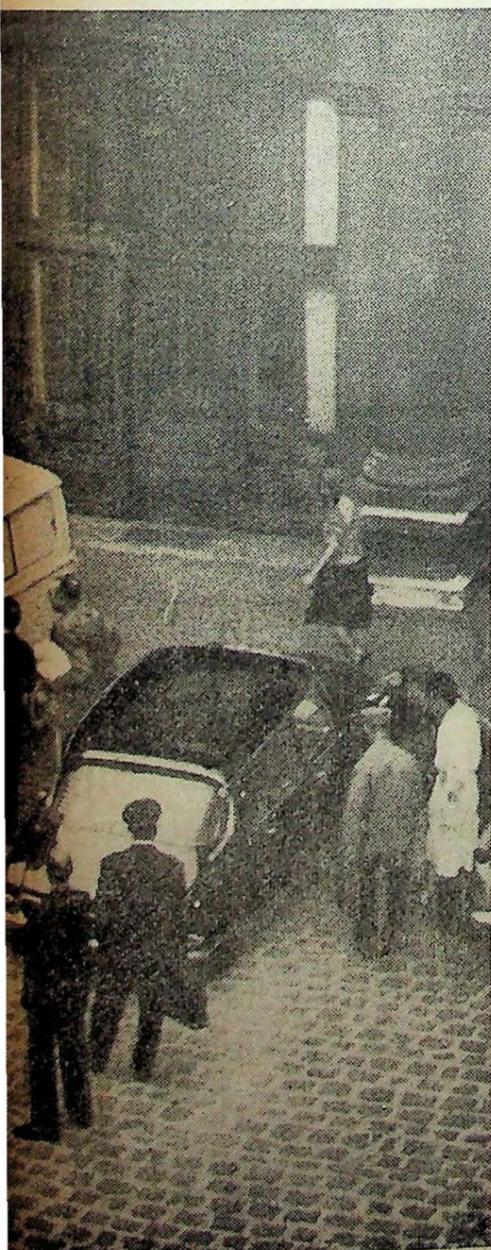
19 août 7



(A.D.P.)

19 août :

NOUVELLES grèves aux Asturies, auxquelles le gouvernement « libéralisé » de Franco répond par le lock-out. L'automne risque de voir de nouveaux grands mouvements en Espagne. Mais il ne faut pas se leurrer sur les possibilités immédiates des travailleurs espagnols qui ont encore peu d'expérience syndicale et qui, d'autre part, se trouvent en face d'un pouvoir qui a encore de nombreux moyens d'agir.



22 août :

LE général de Gaulle gagnait, en voiture, l'aérodrome de Villacoublay. A 20 h. 10, les deux D.S. suivies des deux motards qui composaient le cortège traversaient le rond-point du Petit-Clamard lorsqu'elles furent prises sous les feux croisés d'armes automatiques. Les balles atteignirent la voiture du général sans le blesser. L'attentat, visiblement organisé par l'O.A.S., sera commenté ainsi par de Gaulle : « Cette fois, c'était tangent ! »

(A.F.P.)



30 août :

LE peuple algérien manifeste. On oubliait un peu qu'en Algérie c'était une révolution. Débouchera-t-elle sur une démocratie socialiste ? Ou sur le néo-colonialisme ? Des frères se sont battus pour moins que cela.

Mais, symptôme de bon augure, la foule algérienne, en descendant dans la rue, a fait connaître son désir de paix. Le peuple veut continuer à faire lui-même son histoire.

A Chevreuse : le stage de formation P.S.U.

(lettre d'un stagiaire)

J'ai participé au stage national de formation générale qui a eu lieu à Chevreuse, du 11 au 18 août. Dans un cadre agréable et de bonnes conditions matérielles, il a groupé 30 stagiaires dont 9 femmes, représentant 15 fédérations ; 5 d'entre elles avaient fourni plus de la moitié des stagiaires : Rhône 4, Nord 4, Somme 3, Loire 3, Marne 3 ; à noter la présence de 2 camarades de la fédération du Maroc.

L'éventail des professions présentait 13 enseignants des premier et second degrés et de l'enseignement technique, 2 économistes (Education nationale), 3 étudiants. Le secteur privé : 2 journalistes stagiaires, 2 employées, 5 ouvriers, 1 profession libérale, 2 s.p.

Les centrales syndicales présentes par leurs militants étaient la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F.

Deux remarques importantes : l'âge moyen des stagiaires qui se situe entre 25 et 30 ans ; les responsabilités de ces stagiaires : 15 ont des responsabilités internes au parti tant sur le plan section que fédéral, 8 ont des responsabilités syndicales, 1 est dirigeant d'un foyer de culture populaire.

Les animateurs ont su rendre attrayants et compréhensibles des sujets aussi ardu que variés. Il faut à cet égard féliciter d'avoir pensé à préparer des plans des exposés qui, remis à chaque stagiaire, ont permis de suivre plus facilement et aussi d'avoir pris soit sur leur travail, soit sur leurs vacances ou loisirs pour organiser ce stage.

Le programme comportait cinq cours d'initiation économique : les budgets familiaux, l'entreprise vie économique et syndicale, le rôle économique de l'Etat, croissance éco-

nomique et partage du revenu national, la planification ; deux cours sur les travailleurs et leurs organisations ; un cours sur l'agriculture ; un cours sur les cadres, nous amenant enfin aux deux sujets plus précisément politiques : la bourgeoisie, le régime et la nouvelle droite ; le P.S.U. et le parti socialiste. Un cours sur l'Europe et un cours sur le tiers monde étaient intercalés entre les précédents ainsi que deux exposés pratiques, l'un sur l'organisation d'une réunion de section, l'autre sur la propagande.

Donc parfait ordonnancement de ce programme qui présentait l'action de base (section, propagande), donnait les connaissances économiques nécessaires à une meilleure analyse politique, présentait le régime, ses soutiens et contradictions, définissait notre rôle à nous P.S.U. et notre tactique de front socialiste pour déboucher sur l'Europe et le tiers monde qui se situent également dans le cadre de notre action, le socialisme ayant vocation universelle.

Ce stage était coupé par une demi-journée de repos qui, si elle n'en a pas été une pour beaucoup de camarades (Paris étant très proche), a quand même fourni un dérivatif nécessaire.

La deuxième journée du stage était consacrée aux conclusions à en tirer tant sur le plan personnel que la suite à donner sur le plan de l'activité locale ou générale. Je ne m'attarde pas sur les conclusions, celles-ci devant être faites par d'autres camarades.

Enfin, pour finir, non pas parce que cela est inévitable, mais parce que je le pense, ainsi que tous les stagiaires, un coup de chapeau à nos camarades Jacques Raynaud et Marie-Louise Hlasko qui ont assuré d'une manière aimable et souriante quoique ferme, créant ainsi une bonne ambiance de travail, la direction administrative du stage.

Soulignons en conclusion l'apport de camaraderie et de chaleur humaine que donne un pareil stage, apport aussi important que le reste, qui fait découvrir un aspect du parti que l'on ignore, hélas ! souvent, dans nos autres organismes où certains camarades pensent parfois trop souvent à leur petite personne et idées personnelles plus qu'à une mise en commun et à un travail d'équipe.

Duval.

P.S. — Les conclusions et commentaires n'engagent que moi, mais je les crois partagés par de nombreux stagiaires pour ne pas dire tous.

TEXTES du PROGRAMME

Les éléments du Programme élaborés par le

CONSEIL NATIONAL DU P. S. U.

(30 juin - 1^{er} juillet)

sont parus dans le n° 21-22-23 du courrier du P.S.U.

L'exemplaire de 40 pages : 1,50

Paiement à la commande

C. C. P. Tribune Socialiste 582665 Paris.

LES MANIFESTATIONS PAYSANNES

Le 27 juillet, en seconde lecture à l'Assemblée, la loi complémentaire d'orientation agricole a été adoptée malgré le vote hostile des communistes, de la S.F.I.O. et de la grande majorité du M.R.P. En fin de compte Pisani n'a défendu son projet primitif qu'avec une très grande modération, s'en remettant le plus souvent à la « sagesse de l'Assemblée », la majorité réactionnaire de l'Assemblée a donc pu s'en donner à cœur joie, vidant de tout contenu positif les articles relatifs au droit de préemption. Telle qu'elle est promulguée, la loi complémentaire aura sans doute peu d'applications, même si les faux décrets d'application voient le jour (ce dont on peut douter). A moins qu'une action concertée et vigoureuse n'oblige le pouvoir à reculer.

Même les plus chauds partisans du projet ont dû déchanter, souhaitons qu'ils tirent les conclusions politiques qui s'imposent ! La F.N.S.E.A., puis le C.N.J.A. ont déjà pris leur dis-

que les militants pourront en saisir toute la portée, c'est-à-dire sa notoire insuffisance. Enfin, et ce point nous paraît le plus important, une action généralisée, pour aboutir, doit déboucher sur des options politiques. Or, non seulement trop de syndicalistes paysans manquent de formation en ce domaine, mais surtout les perspectives objectives durant les vacances sont par trop réduites. Est-ce à dire que le mouvement paysan devra se contenter de quelques motions de désapprobation pour « encaisser » ensuite ? Nous ne le croyons pas. Les rendez-vous d'octobre : salaires, enseignement, rapatriés vont créer le climat nécessaire à une vaste action politique unissant travailleurs des villes et des campagnes contre un régime qui témoigne plus que jamais son incapacité à résoudre toutes les grandes questions auxquelles il se trouve confronté. Sans doute, les notables de la F.N.S.E.A. vont-ils tenter de polariser le mécontentement paysan autour de la politique des prix, mais la partie progressiste du mouvement agricole ne les suivra pas sur ce terrain : c'est pour une réforme profonde des structures qu'il faut se battre, réforme qui, n'en déplaise aux communistes, n'a rien à voir avec des solutions néo-capitalistes, dont s'accrochent fort bien par ailleurs les grands féodaux de la terre.

Cette lutte doit être préparée soigneusement dès maintenant ; elle impose en effet de réaliser une large unité d'action sur des objectifs précis, en bref, de réaliser une plateforme de revendications minima à court terme, tout en préparant l'application de mesures plus radicales propres à développer l'agriculture de groupe qui devra s'opposer aux entreprises agricoles de type néo-capitaliste. Elle implique naturellement de choisir ses alliés politiques et de dénoncer la collusion des notables de la F.N.S.E.A. avec la droite réactionnaire. Il est bien évident que les dirigeants de la Fédération des propriétaires fonciers et bailleurs de fonds (partie intégrante de la F.N.S.E.A.) n'ont aucun but commun avec la branche jeune du syndicalisme : chacun le reconnaît bien volontiers, encore faut-il que les faits le démontrent. Ce qui signifie que les masses paysannes doivent renoncer à un certain mythe de l'unité paysanne cher à Blondelle, Courau, Deleau et autres.

Pour leur part, nos camarades agriculteurs et nos fédérations rurales doivent poursuivre un travail d'explication auprès des masses, en collaboration avec tous les éléments sains des organisations agricoles. Notre parti va s'employer sans relâche à mettre au point avec ces éléments une plateforme de revendications immédiates capable de réaliser dans les campagnes un Front commun, seule solution susceptible de sauvegarder les intérêts de la paysannerie travailleuse, sans pour autant la couper des luttes ouvrières. En ces semaines qui vont être décisives pour le mouvement paysan, il faut que nos camarades se montrent les plus ardents, les plus réfléchis, mais aussi les plus unitaires sans vaine démagogie.

J. C. Barigel.



(Keystone.)

Les cultivateurs manifestant devant la préfecture de Rodez.

tance vis-à-vis d'un test tronqué. Certains ont pourtant déploré que le mécontentement paysan n'ait pas revêtu une plus grande ampleur. De fait, seules des actions locales ont été entreprises (visite à Jean Gabin, manifestation de Rodez, « cueillette » des pommes, etc.), elles ont visé essentiellement les cumulards. Pourquoi cette forme limitée d'action ? Plusieurs explications peuvent être avancées : il est vrai tout d'abord que le mois d'août n'est guère propice à des manifestations généralisées, les paysans étant absorbés par les travaux de récolte qui conditionnent, que les citadins ne l'oublient pas, leur niveau de vie pour toute l'année. D'autre part, la loi complémentaire revêt un caractère abstrait qui ne facilite pas une exacte prise de conscience à la base, il faut donc que ses mécanismes soient démontés, explicités par les responsables syndicaux, ce n'est qu'à la suite de ce travail d'explication

La Fédération des Basses-Pyrénées renouvelle ses protestations contre l'impunité dont bénéficient les auteurs d'attentats au plastic. Pour la quatrième fois, un de ces attentats a été commis contre un membre du lycée Louis-Barthou, de Pau, la voiture d'un garçon de laboratoire a été incendiée.

PETITES ANNONCES

● Une place d'Economiste d'Hôpital est actuellement vacante en Charente-Maritime.

Les lecteurs que cela peut intéresser peuvent demander des renseignements au Secrétariat du P.S.U., 8, rue Henner.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration :

54, boulevard Garibaldi Paris (XV^e) SUF. 19-20

● Rédaction :

8, rue Henner Paris (IX^e) FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

● Publicité :

Geneviève Mesguiche 54, boulevard Garibaldi Paris-15^e.

Vacances paisibles dans un cadre agréable !
Loisirs studieux dans la verdure !
Veillées culturelles sur des thèmes socialistes !

Inscrivez-vous aux STAGES NATIONAUX DE FORMATION DU P.S.U. !

Le succès qu'on rencontre lors des stages nationaux de 1961 a incité la Commission nationale de formation à demander, cette année, au Parti, un effort plus important. Quatre stages sont encore proposés aux camarades.

Les programmes

FORMATION GENERALE

8 au 15 septembre

- Initiation économique ;
- Analyse des classes sociales actuelles ;
- Attitude du P.S.U. face au régime ;
- Attitude du P.S.U. devant l'Europe ;

- Stratégie du P.S.U. en liaison avec les organisations de masse.

ENTREPRISES

17 au 23 septembre

- La vie économique de l'entreprise ;
- La vie syndicale dans l'entreprise ;
- La vie syndicale aux niveaux national et international ;
- Les relations du P.S.U. avec les centrales syndicales.

PROBLEMES AGRICOLES

21 au 28 octobre

- Structure agricole (problèmes fonciers, différents types d'exploitation, mo-

- des de faire-valoir, analyses régionales) ;
- Le mouvement paysan ;
- Les paysans et la politique ;
- La politique du P.S.U.

JEUNES ETUDIANTS

9 au 16 septembre

- Tâches du socialisme (planification, pouvoir économique et démocratie, décolonisation, le Front socialiste) ;
- La jeunesse (mouvements, institutions, problèmes politiques) ;
- Jeunesse et éducation (problèmes de l'enseignement, démocratisation, culture).

Conditions matérielles

● Lieux : toujours dans de grandes maisons, dans un rayon de 50 km autour de Paris. Grand parc à la disposition des stagiaires.

● Prix : voisin de 40 NF pour chaque stagiaire, à quoi s'ajoutera la moitié des frais de voyage résultant de la péréquation entre tous les stagiaires.

● Conditions d'inscription : Les camarades peuvent s'inscrire directement 8, rue Henner, Paris-IX^e, mais :
1) Ils doivent avertir leur fédération ;
2) Ils sont priés de s'inscrire aussitôt que possible.

LES VICISSITUDES DE LA PAIX

Aggravation à Cuba

DEPUIS quelques semaines la situation s'est brusquement aggravée à Cuba. Deux « vedettes » conduites par des réfugiés cubains ont bombardé les environs de La Havane. De son côté les Etats-Unis accusent les Cubains d'avoir essayé d'abattre un de leurs avions. Un vaste complot aurait été découvert, et plus de 200 arrestations opérées. Enfin Che Guevara, vient de signer avec l'U.R.S.S. des accords d'aide militaire et d'assistance technique, qui ne peuvent qu'altérer plus gravement encore les relations avec les Etats-Unis.

Beaucoup des amis que la Révolution cubaine a, à travers le monde, s'interrogent. Allons-nous assister à une nouvelle agression contre Cuba? Quel va être le poids de l'emprise soviétique, et des anciens communistes cubains, dans l'expérience en cours?

Il est difficile de répondre à ces questions pour l'instant. Les nouvelles qui nous parviennent de La Havane ou des Etats-Unis, étant confuses et contradictoires.

Par sa politique d'isolement de Cuba, l'administration Kennedy, semble poursuivre deux objectifs : d'une part étouffer économiquement l'île, et faciliter toute subversion intérieure, d'autre part en obligeant Castro à recourir à l'aide soviétique, brandir la menace communiste et justifier ainsi une intervention.

Dans cette situation la marge de manœuvre des dirigeants cubains se réduit jour après jour. Aux difficultés économiques évidentes, viennent s'ajouter les préoccupations militaires. Le régime risque d'y perdre l'assise largement populaire qui était la sienne.

On peut certes faire confiance à Fidel Castro et l'équipe dirigeante pour faire face à ces nouvelles difficultés. L'ennui est que Cuba tend à devenir de plus en plus un nouveau pion dans la guerre froide entre les deux grands.

Certes, et quelles que soient les déclarations des dirigeants américains à cet égard, l'influence du castrisme ne cesse de s'étendre en Amérique Latine. Mais dans la course de vitesse engagée, il est difficile de prévoir le futur vainqueur.

Le moment est donc venu pour tous les amis de Cuba, de resserrer les rangs autour d'elle. Une vaste campagne peut et doit se développer pour arrêter les préparatifs d'agression de plus en plus évidents.

Il est temps aussi de mettre au pied du mur les « belles âmes » du « monde libre », toujours prêtes à laisser faire quand il s'agit de massacrer un régime socialiste.

Il ne faut pas que Cuba devienne un nouveau Guatemala!

C. G.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9)).

BERLIN, le désarmement, le désarmement, Berlin : l'été n'a pas fait avancer d'un pas les deux sujets du dialogue de sourds entre l'Est et l'Ouest. « Nous ferons respecter nos droits sacrés à Berlin », clament noblement les Occidentaux. « Il faut signer le traité de paix avec l'Allemagne », répondent obstinément les Soviétiques. « Interdisons les essais nucléaires », propose la Mai-



(Keystone.)

Kouznetsov, vice-ministre des Affaires étrangères soviétiques : « Contrôler, c'est espionner. »

son Blanche. « D'accord, mais nous ne voulons pas de votre contrôle qui n'est qu'un moyen d'espionner », réplique le Kremlin. Et ainsi, bon an mal an, la paix se survit, l'humanité semble s'habituer à l'idée de sa destruction, à moins qu'elle s'habitue tout simplement à refuser d'y songer...

La responsabilité occidentale

A Berlin, les choses n'ont fait que se compliquer. Le transfert progressif par les Soviétiques de l'autorité à la République démocratique s'est affirmé, le verrouillage de la ligne de démarcation s'est consolidé, de part et d'autre, les esprits se sont tendus encore. Pas de doute : le Kremlin prépare le terrain en vue d'un traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'Est. Aussi, Thant, secrétaire général de l'O.N.U., a-t-il pris le chemin de Moscou. Certes, l'affaire allemande ne relève juridiquement pas de sa compétence, mais de celle des Quatre, qui ont reçu la capitulation nazie. Toutefois, à partir du moment où ceux-ci sont incapables de s'accorder, il lui appartient moralement de chercher un compromis. De son voyage, Thant a retiré deux impressions : d'abord, que Khrouchchev ne veut pas faire la guerre pour Berlin ; ensuite, qu'il est néanmoins décidé à transformer l'Allemagne de l'Est d'état de fait en état de droit. Ainsi, le général Poppe, nouveau commandant

allemand de Berlin-Est, a-t-il affirmé que sa mission « consistait à assurer la sécurité de cette capitale et de cette frontière ». La casure est donc officialisée : Berlin-Est entre désormais dans la zone protégée par le Pacte de Varsovie, l'O.T.A.N. communiste.

Si le danger pour la paix est plus grand que jamais, les Occidentaux peuvent faire leur examen de conscience : par leur entêtement à refuser même d'envisager un traité de paix réaliste, par leur fol espoir de « récupérer » on ne sait comment l'Allemagne de l'Est, ils ont bloqué tout le mécanisme diplomatique et poussé Khrouchchev, pressé par Ulbricht, à une attitude qu'il souhaitait au fond de lui-même éviter.

La conférence de la démagogie

Que dire maintenant de la comédie de Genève où siège la Conférence dite du désarmement des 18 (qui ne sont que 17, en raison des bouderies gaullistes) ? En fait, il s'agit seulement pour chacun des deux blocs de se concilier les huit malheureux neutres qui n'en peuvent mais. D'où les propositions, les plans, les projets les plus « désarmants ». Genève : la conférence de la démagogie. Un domaine où les diplomates kennedystes n'ont pas tardé à passer maîtres. Mais, à eux, qui donc leur criera : « Barakket » ?

Georges Batelier.

GREVES EN ESPAGNE

A peine l'état d'exception levé, de nouveaux mouvements viennent de se produire en Espagne, et très précisément aux Asturies.

De toute évidence, les grèves récentes ont un caractère différent des précédentes. Mais elles ne représentent pas pour cela une progression réelle de la bataille engagée par les forces populaires contre le régime franquiste.

Car s'il est vrai, que les leçons des grèves de mai dernier sont tirées, et qu'il apparaît que les mots d'ordre politiques trouvent une audience large et immédiate, il apparaît aussi que le pouvoir franquiste s'est adapté à la nouvelle situation, en imposant le « lock-out » dès que la moindre revendication était formulée.

De ce fait il est faux de parler de 15.000 grévistes, comme la presse l'a fait. En réalité les formes de la lutte revendicative, étaient beaucoup plus timides que lors des grèves passées, et c'est surtout l'Etat franquiste qui a cherché dès le départ l'épreuve de force. A la fois pour couper court à des mouvements ultérieurs, et pour matraquer les « meneurs ».

Il reste, que les Syndicats officiels, qui intègrent les patrons et les ouvriers par branches sortent encore plus compromis qu'ils ne l'étaient.

De toute évidence, l'une des revendications fondamentales de la classe ouvrière espagnole, devient l'exigence d'être représentée par des organismes syndicaux normalement élus. Quelles que soient les tentatives de libéralisation du régime, il peut difficilement faire droit à cette demande.

Mais en même temps il serait redoutable de voir les travailleurs espagnols s'engager dans de multiples batailles partielles, qui pour être spontanées n'en sont pas pour cela obligatoirement fructueuses.

Il n'est bien entendu pas question

pour nous de donner quelque leçon que ce soit aux travailleurs espagnols. En tout état de cause ils nous trouveront toujours à leurs côtés.

Nous essayons ici simplement de réagir contre une surestimation des possibilités réelles de la classe ouvrière espagnole, en même temps que la sous-estimation des possibilités du régime serait dangereuse. Par exemple on vient d'assister à une première manœuvre d'intoxication, à propos de 300 mineurs déportés : officieusement, on transmettait à la presse mondiale des informations

tendant à faire croire à la déportation de 300 mineurs, en guise de sanction. Officiellement on transportait le nombre de journalistes nécessaires pour démentir ensuite cette nouvelle, et faire préciser la « libéralisation » certaine du pouvoir.

Ces manœuvres sont destinées à se développer. De même que la classe ouvrière s'organise.

En même temps des explosions se produisent, et se répètent. Elles méritent analyse.

Nous y reviendrons.

Christian Guerche.

VOUS POUVEZ AIDER LE P.S.U.

à trouver les locaux qui lui sont indispensables

Pour permettre à ses organismes de travailler dans de bonnes conditions

Pour développer ses moyens d'organisation

PARTICIPEZ A L'OPERATION "LA MAISON DU P.S.U."

Tous les amis et sympathisants qui ne l'ont pas encore fait, et qui en ont la possibilité, se doivent de souscrire une ou plusieurs parts à la Société Civile Immobilière en formation (part : 50 NF) En adresser le montant à Jacques BUENO, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine), C.C.P. 1752-01 Paris.

Faites circuler des listes de souscription. Cotisez-vous pour acquérir des parts.

Merci à tous.

Pour le bureau national, Edouard DEPPEUX.



Cinéma :

Que s'est-il passé pendant les vacances ?

LES mois d'été sont traditionnellement creux, et les spectateurs des villes se contentent de « reprises » souvent intéressantes, d'ailleurs.

Signalons toutefois quelques bandes mineures, sorties en août, et qui pourront poursuivre une carrière en septembre, hors de leur brève exclusivité.

Bonne chance Charlie, de Jean-Pierre Richard, avec Eddie Constantine, est un film policier de bonne série. Mais le thème en est original : Eddie recherche un criminel de guerre nazi. Au terme de sa poursuite, lorsqu'il le trouve, il ne sait plus s'il doit le tuer. Ce « cas de conscience » et la manière dont il est résolu font brusquement déboucher ce qui n'était qu'une aventure policière, vers un engagement politique d'une grande lucidité.

Autre policier, américain celui-là, Mitraillette Kelly. Depuis Scarface ou même le plus récent Baby Face Nelson, les films biographiques sur les gangsters ont donné quelques belles réussites au cinéma ; ce film, signé Roger Corman, contient quelques excellents moments, et s'il ne peut être comparé à ceux de ses prédécesseurs que j'ai cités, il fait néanmoins passer une bonne soirée.

Avec Hold-up à la milanaise, nous retrouvons l'équipe du Pigeon ; le metteur en scène est maintenant Nani Loy, mais l'esprit du film est toujours le même : un « coup » minutieusement préparé et qui rate — après plusieurs alternatives de chances et malchances. Le quatuor comique des petits voleurs s'essayant à jouer aux grands gangsters est toujours mené avec verve et autorité par Vittorio Gassman ; il faut le voir, tout au long du film, essayer vainement d'allumer une allumette avec désinvolture sur son ongle ou sur le fond de son pantalon. Sans doute le charme de la nouveauté n'est-il plus là, et cette « suite » du Pigeon a-t-elle moins de rythme que le premier film de la série. Mais il y a encore de quoi rire.

M. R.

Trois sketches à l'italienne

BOCCACE 70



Le sketch de Fellini : assez d'irrespect et de satire

SOUS ce titre bizarre — en effet, les histoires racontées dans le film n'ont rien à voir avec Boccace, et pourquoi 70 ? — il y a un film composé de trois sketches (de quatre à l'origine, mais pour des raisons de longueur nous ne verrons pas ce qu'avait à nous raconter Monicelli, le délicieux auteur du Pigeon). Sur les trois sketches il y en a deux bons, ce qui est assez pour

valoir le déplacement. En effet, quand Vittorio de Sica et Cesare Zavattini nous racontent l'histoire de Sophia Loren, belle foraine qui se met en loterie et qui rencontre l'amour, nous bâillons souvent ; le film se traîne, les gags sont « téléphonés ». On devine quelques minutes à l'avance ce qui va arriver, et cette histoire gauloise, qui eût pu être divertissante si elle avait été

troussée en dix minutes, sombre dans un ennui pesant.

Mais les sketches signés Visconti et Fellini sont d'une autre veine.

Visconti a fait une sorte de pastiche des films d'Antonioni, montrant, dans une très haute société, des gens très oisifs, qui s'ennuient et se disputent à coup d'incommunicabilités des êtres. Le comte est allé visiter des filles vénales, d'où scandale dans les journaux ; la comtesse sa femme, qui a l'esprit large, lui pardonne volontiers mais décide, désormais, de lui faire payer ses faveurs. Le tout est raconté sur un mode retenu, glacé, et d'un humour de bonne compagnie. Romy Schneider s'y révèle grande actrice, eh oui !

Fellini, lui, travaille dans l'héneurme. La vulgarité agressive de son sketch risque de faire faire la fine bouche à plus d'un, mais cette vulgarité-là est finalement signe de santé et de robustesse. Un cagot refoulé et obsédé voit s'installer sous ses fenêtres un gigantesque panneau publicitaire vantant les mérites du lait, utilisant comme argument une Anita Ekberg géante, mollement étendue, invitante, verre de lait à la main, seins au vent ou presque. Le cagot ne peut supporter cela, accumule les démarches, fait cacher le panneau (mais une pluie providentielle le découvre) et devient finalement fou, aux prises avec une Anita géante qui le persécute et le séduit à la fois. Curés, boy-scouts, officiels romains défilent avec allégresse dans cette charge féroce, rythmée par le refrain publicitaire « Buvez du lait ».

En somme, il y a assez d'irrespect et de satire dans le sketch de Fellini pour qu'il constitue, avec celui de Visconti, une excellente soirée.

Marcel Ranchal.

Peinture :

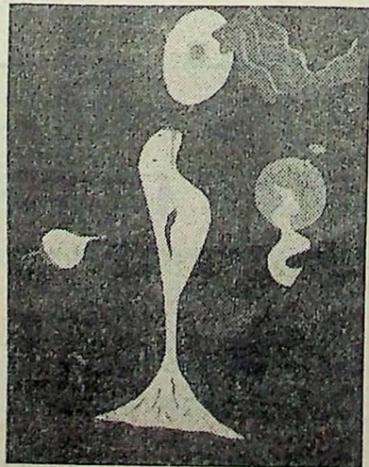
La première rétrospective MIRO

IL y a quarante ans débarquait à Paris un jeune peintre qui, influencé par le cubisme de son compatriote Picasso, voulait rendre une vision totale. Aujourd'hui, le Musée d'Art Moderne lui consacre une rétrospective, et pour la première fois on peut avoir une vue d'ensemble sur l'œuvre de Miro, qui âgé de soixante-dix ans, compte parmi les peintres les plus importants de notre époque.

Lors de son arrivée à Paris, Miro avait poussé son expérience de vision totale jusqu'à son extrême limite : il en était venu à peindre des toiles d'une méticuleuse précision, qui rappellent le Douanier Rousseau.

A Paris, avec ses amis surréalistes, Miro entreprend des expériences qui doivent détruire le classicisme moribond et réinventer une vision. Puisque rien n'arrive à rendre tout l'arbre (même si on colle des morceaux de bois sur la toile), une seule

feuille doit suffire à signifier « l'idée-d'arbre ». Les leçons de Kandinsky et de Klee, dont Miro prend connaissance, l'aideront à trouver son langage.



Femme nue (1926)

Dans le monde imaginaire qu'il crée, les arbres ont des oreilles, les yeux se transforment en fleurs, les cornes de l'escargot montent jusqu'au ciel ; un triangle peut être indifféremment sein, aile ou oiseau.

Dans ces idéogrammes on retrouve les déformations expressives et candides des enfants : les

têtes sont toutes petites ou énormes, la corne du taureau a plus d'importance que le reste du corps, trois poils sur un crâne remplacent une chevelure, les étoiles sont à portée de main.

Mais il ne faut pas croire que Miro cherche à faire un dessin d'enfant. Il veut seulement retrouver la simplicité et la candeur du monde merveilleux de l'enfance. La difficulté consiste à ne pas briser la libre effusion de ce monde ingénu. L'art de Miro a su trouver les correspondances : graphisme attentif, formes simples et fortement nouées, couleurs nettes. A l'élaboration de son œuvre il met un acharnement méticuleux de bon artisan. Il travaille longtemps, revient souvent sur sa toile. Pour finir, il cherche un titre poétique : « le mangeur de soleil » ou « l'hirondelle éblouie par l'éclat de la prunelle rouge ».

Son goût de l'artisanat l'a conduit tout naturellement à l'atelier du potier pour de très belles créations, objets d'art en céramique.

« Les racines humaines puisent aux mêmes sources », a dit Miro.

Il a su y puiser. L'enfance, l'art archaïque et l'art populaire se sont donnés rendez-vous sur ses toiles.

O. Hahn.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40
Semaine du 5 au 11 septembre
LA COLLINE 24 NE RÉPOND PLUS
et
LE DESTIN D'UN HOMME
(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)

PANTHÉON
13, rue Victor-Cousin — ODE 15-01
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 5 au 11 septembre
BUSTER KEATON
dans
LE MÉCANO DE LA GÉNÉRALE